

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 — 3081

[S - C - 29602]

**10 AVRIL 1995. — Décret portant assentiment de l'Accord culturel
entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique
et le Gouvernement de la République du Chili, conclu à Bruxelles le 11 janvier 1994 (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'Accord de coopération entre la Communauté française et la République du Chili, signé à Bruxelles le 11 janvier 1994, sortira son plein et entier effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Donné à Bruxelles, le 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

**Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique
et le Gouvernement de la République du Chili**

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, d'une part,
et

Le Gouvernement de la République du Chili, ci-après dénommé "Le Gouvernement du Chili", d'autre part,

Animés du désir de renforcer l'amitié qui unit les peuples des Parties contractantes;

Persuadés que la coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la culture, de la santé, des affaires sociales et de la recherche scientifique pourra contribuer à affermir davantage les liens existant entre les peuples qu'ils représentent et à développer la connaissance et la compréhension mutuelles;

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er

Dans la mesure de leurs possibilités, les Parties contractantes mettront à la disposition des étudiants, des spécialistes ou des scientifiques qualifiés de l'autre Partie, des bourses d'études, de recherche et de stages en vue de leur formation, de leur perfectionnement ou de l'exécution de travaux de recherche. Ces bourses seront liées à des projets.

Article 2

Pour améliorer la connaissance et l'appréciation mutuelles de leurs cultures respectives, les Parties contractantes s'efforceront, selon leurs possibilités et sur la base de la réciprocité, de faciliter :

- a) les tournées des artistes et des ensembles;
- b) l'organisation de concerts, de représentations théâtrales et autres manifestations artistiques;
- c) la réalisation d'expositions ainsi que l'organisation de conférences et de cours;
- d) l'organisation de séjour de représentants de divers secteurs de la vie culturelle, de l'éducation et de la recherche;
- e) l'encouragement de contacts dans les domaines de l'édition et de la gestion des droits d'auteurs, des bibliothèques, des archives, des musées en vue de leur promotion et mise en valeur, ainsi que les échanges d'experts et de matériel;

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — N^{os} 222, n^o 1 : Projet de décret; n^o 2 : Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 4 avril 1995. — Adoption : Séance du 6 avril 1995.

- f) la publication des traductions d'oeuvres littéraires, et d'ouvrages scientifiques et techniques;
- g) l'encouragement à la diffusion d'oeuvres littéraires, scientifiques et techniques;
- h) l'établissement de conventions de coopération entre les institutions culturelles et scientifiques;
- i) la formation des divers personnels oeuvrant au développement culturel;
- j) l'octroi de bourses d'études et de stages pour les communicateurs, journalistes de la presse écrite, audiovisuelle et d'Agence, animateurs, producteurs et autres techniciens de la radio et de la télévision.

Article 3

Dans les domaines du cinéma, de la télévision et de la radio, les Parties contractantes appuieront, dans la mesure de leurs possibilités, la coopération entre les organismes concernés de leur pays ainsi que les échanges de films et d'autres productions audiovisuelles.

Article 4

Les Parties contractantes s'efforceront de promouvoir la coopération entre les organisations de jeunes, les institutions d'éducation extra-scolaire de la jeunesse, les échanges de jeunes et les mouvements d'éducation permanente.

Article 5

Les Parties contractantes développeront également leur coopération dans le domaine du sport, notamment par l'échange de pratiquants, de spécialistes et d'entraîneurs.

Article 6

Les Parties contractantes développeront leur collaboration dans les domaines de la santé et de la politique sociale, notamment par l'échange d'experts et le soutien à des projets de coopération scientifique.

CHAPITRE II. — Prerogatives des Parties vis-à-vis des experts

Article 7

a) La Communauté française de Belgique aura le droit de rappeler son (ses) expert(s) après consultation et accord des Autorités chiliennes. Un tel rappel ne doit pas compromettre l'exécution du programme auquel le(s) expert(s) est(sont) affecté(s).

b) Le Gouvernement du Chili aura le droit de mettre fin aux services d'un (des) expert(s) et aura le droit de demander à la Communauté française de Belgique de le(s) rappeler si son (leur) comportement personnel et/ou professionnel justifie une telle mesure.

CHAPITRE III. — Exécution de l'Accord

Article 8

Les actions spécifiques à réaliser dans le cadre du présent Accord feront l'objet d'une programmation triennale acceptée par les deux Parties. Les représentants des Parties contractantes se réuniront à tour de rôle dans un des deux pays pour établir le plan et faire le bilan des échanges réalisés dans le cadre du présent Accord et pour élaborer les recommandations visant à développer davantage la coopération bilatérale. A cet effet, une commission Chili-Communauté française de Belgique de programmation et d'évaluation a été instituée, qui veillera au respect des intérêts et des priorités des deux Parties.

Article 9

Les équipements, véhicules et autres biens fournis par la Communauté française de Belgique en vue de la mise en oeuvre des actions spécifiques retenues de commun accord seront admis en franchise de tous droits et taxes à l'importation.

Article 10

Les experts de la Communauté française de Belgique envoyés dans le cadre de l'exécution du présent Accord seront exemptés des droits à l'importation sur les effets personnels neufs ou usagés importés dans les six (6) mois qui suivent leur entrée au Chili. Le mobilier et les équipements professionnels desdits experts seront admis en importation temporaire à condition qu'ils soient réexportés au moment de leur départ ou dans les délais convenus avec le Gouvernement du Chili.

Article 11

Le Gouvernement du Chili accordera aux experts de la Communauté française de Belgique, une autorisation d'entrée, de séjour et de sortie du pays conformément aux dispositions des lois relatives à l'immigration et l'émigration en vigueur au Chili.

CHAPITRE IV. — Règlement des différends

Article 12

Tout litige pouvant surgir de l'application et/ou de l'interprétation du présent Accord sera réglé à l'amiable ou par tout autre mode de règlement convenu entre les Parties contractantes.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Article 13

a) Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement du Chili auront notifié l'un à l'autre, par écrit, qu'il a été satisfait aux formalités juridiques requises, chacun en ce qui le concerne.

b) Le présent Accord restera en vigueur pendant une période de cinq (5) ans et sera renouvelable par tacite reconduction pour des périodes analogues, à moins que l'une des Parties n'ait notifié à l'autre par écrit et au moins six (6) mois à l'avance son intention d'y mettre fin.

Le présent Accord pourra être amendé à la demande de l'une des Parties contractantes moyennant accord de l'autre.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en double original en langue espagnole et en langue française, les deux textes faisant également foi.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 11 janvier 1994.

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique :

M. LEBRUN,

Ministre des Relations Internationales

Pour le Gouvernement de la République du Chili:

Juan Luis GONZALES REYES,

Ambassadeur du Chili en Belgique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 - 3081

[S - C - 29602]

10 APRIL 1995. — Decreet houdende toestemming
in het Cultureel Akkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België
en de Regering van de Republiek Chili, gesloten te Brussel op 11 januari 1994 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Eni, artikel. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Republiek Chili, ondertekend te Brussel op 11 januari 1994, zal volkomen uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met de ambtenarenzaken, het kindertoezicht en de gezondheidspromotie,

L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en van de Audiovisuele Sector,

Ph. MAHOUX

Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België
en de Regering van de Republiek Chili

De Regering van de Franse Gemeenschap, enerzijds,

en

De Regering van de Republiek Chili, hierna "De Regering van Chili", anderzijds,

Bezielde met de wens de vriendschapsbanden tussen de volkeren van de Akkoordsluitende Partijen te verstevigen;

Ervan overtuigd dat de samenwerking op het gebied van onderwijs, vorming, cultuur, gezondheidszorg, sociale zaken en wetenschappelijk onderzoek kan bijdragen tot een nauwer toehalen van de banden tussen de volkeren die zij vertegenwoordigen en tot de bevordering van wederzijdse kennis en begrip;

zijn overeengekomen als volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1

Binnen de perken van hun middelen, zullen de Akkoordsluitende Partijen studie-, onderzoeks- en stagebeurzen ter beschikking stellen van de studenten, specialisten of gespecialiseerde wetenschapsmensen van de andere Partij, met het oog op hun vorming, hun vervolmaking of de uitvoering van onderzoekswerkzaamheden. Die beurzen zullen aan projecten gebonden zijn.

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad. — Nrs. 222, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 4 april 1995. — Aanneming. Vergadering van 6 april 1995.

Artikel 2

Met het oog op een verbeterde wederzijdse kennis en waardering van hun respectieve culturen, zullen de Akkoordsluitende Partijen, binnen de perken van hun middelen en op grond van het reciprociteitsbeginsel, ernaar streven de volgende activiteiten in de hand te werken :

- a) de tournees van artiesten en ensembles;
- b) de organisatie van concerten, toneelvoorstellingen en andere kunstmanifestaties;
- c) de organisatie van tentoonstellingen alsook van conferenties en cursussen;
- d) de organisatie van het verblijf van vertegenwoordigers van verschillende sectoren van het cultureel leven, onderwijs en onderzoek;
- e) de aanmoediging van contacten op het gebied van het uitgeversbedrijf en van het beheer van de auteursrechten, van de bibliotheken, archieven, musea met het oog op hun promotie en herwaardering, alsook de uitwisseling van deskundigen en materieel;
- f) het uitgeven van vertalingen van literaire werken, en van wetenschappelijke en technische werken;
- g) de aanmoediging tot de verspreiding van literaire, wetenschappelijke en technische werken;
- h) het opmaken van samenwerkingsovereenkomsten tussen de culturele en wetenschappelijke instellingen;
- i) de vorming van de personeelsleden van de verschillende diensten die voor de culturele ontwikkeling werken;
- j) de toekenning van studie- en stagebeurzen voor personen belast met communicatie, journalisten van de geschreven pers, van de audiovisuele pers en van de agentschapspers, animators, producers en andere technici van radio en televisie.

Artikel 3

Op het gebied van film, televisie en radio, zullen de Akkoordsluitende Partijen, binnen de perken van hun middelen, de samenwerking tussen de betrokken instellingen van hun landen alsook de uitwisseling van films en andere audiovisuele producties steunen.

Artikel 4

De Akkoordsluitende Partijen zullen ernaar streven de samenwerking te bevorderen tussen de jeugdorganisaties, de instellingen voor buitenschoolse opvoeding van de jeugd, de uitwisseling van jongeren en de bewegingen voor permanente opvoeding.

Artikel 5

De Akkoordsluitende Partijen zullen eveneens hun samenwerking op het gebied van sport ontwikkelen, inzonderheid door de uitwisseling van beoefenaars, specialisten en trainers.

Artikel 6

De Akkoordsluitende Partijen zullen hun medewerking op het gebied van het gezondheidsbeleid en het sociaal beleid ontwikkelen, inzonderheid door deskundigen uit te wisselen en door projecten inzake wetenschappelijke samenwerking te steunen.

HOOFDSTUK II. — *Prerogatieven van de Partijen ten aanzien van de deskundigen*

Artikel 7

a) De Franse Gemeenschap van België zal het recht hebben haar deskundige(n) terug te roepen, na de Chileense Autoriteiten te hebben geraadpleegd en met hun toestemming. Die terugroeping zal de uitvoering van het programma waarmee de deskundige(n) belast is(zijn), niet in het gedrang mogen brengen.

b) De Regering van Chili zal het recht hebben een einde te maken aan de diensten van een (van de) deskundige(n) en zal het recht hebben de Franse Gemeenschap van België te verzoeken om die terug te roepen indien zijn (hun) persoonlijk en/of professioneel gedrag die maatregel verantwoordt.

HOOFDSTUK III. — *Uitvoering van het Akkoord*

Artikel 8

De specifieke acties die in het kader van dit Akkoord te voeren zullen zijn, zullen in een door beide Partijen aanvaarde driejaarlijkse programmatie worden bepaald. De vertegenwoordigers van de Akkoordsluitende Partijen zullen beurtelings in één van beide landen vergaderen om het plan te bepalen en de balans op te maken van de uitwisselingen die plaatsvonden in het kader van dit Akkoord en om de aanbevelingen uit te werken die tot doel hebben de bilaterale samenwerking beter te ontwikkelen. Daartoe werd een commissie Chili-Franse Gemeenschap van België voor programmatie en evaluatie opgericht, die zal waken voor de belangen en de prioriteiten van beide Partijen.

Artikel 9

De uitrusting, de voertuigen en andere goederen die door de Franse Gemeenschap van België zullen worden geleverd met het oog op het voeren van de specifieke acties die in onderlinge overeenstemming zullen zijn vastgesteld, zullen van alle invoerrechten en -taksen worden vrijgesteld.

Artikel 10

De in het kader van de uitvoering van dit Akkoord gestuurde deskundigen van de Franse Gemeenschap van België zullen vrijgesteld worden van alle invoerrechten op de nieuwe of gebruikte persoonlijke zaken binnen de zes (6) maanden nadat deze in Chili zullen zijn ingevoerd. Het meubilair en de beroepsuitrusting van die deskundigen zullen bij wijze van tijdelijke invoer worden toegelaten, op voorwaarde dat ze opnieuw zullen worden uitgevoerd bij hun vertrek of binnen de met de Regering van Chili overeengekomen termijnen.

Artikel 11

De Regering van Chili zal aan de deskundigen van de Franse Gemeenschap van België een machtiging verlenen voor hun binnenkomst en hun verblijf in het land en voor hun vertrek uit het land, overeenkomstig de in Chili geldende wetsbepalingen betreffende de immigratie en de emigratie.

HOOFDSTUK IV. — Beslechten van geschillen

Artikel 12

Elk geschil dat uit de toepassing en/of de interpretatie van dit Akkoord zal kunnen ontstaan, zal bij minnelijke schikking of bij elke andere tussen de Akkoordsluitende Partijen overeen te komen regelingswijze worden beslecht.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Artikel 13

a) Dit Akkoord zal in werking treden op de datum waarop de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Regering van Chili aan elkaar, ieder wat haar betreft, schriftelijk zullen hebben medegedeeld dat aan de vereiste juridische formaliteiten voldaan zal zijn.

b) Dit Akkoord zal van kracht blijven gedurende een periode van vijf (5) jaar en zal met stilzwijgende verlenging hernieuwbaar zijn voor gelijke perioden, tenzij één van de Partijen aan de andere schriftelijk, en ten minste zes (6) maanden tevoren, zal hebben medegedeeld dat zij er een einde aan wil maken.

Dit Akkoord zal kunnen worden gewijzigd op aanvraag van één van de Akkoordsluitende Partijen met instemming van de andere.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Akkoord in twee originelen, in de Spaanse taal en in de Franse taal, hebben ondertekend, zijnde de twee teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Gedaan te Brussel, in tweevoud, op 11 januari 1994.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap van België :

M. LEBRUN,

Minister van Internationale Betrekkingen

Voor de Regering van de Republiek Chili :

Juan Luis GONZALES REYES,

Ambassadeur van Chili in België

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 05 - 3082

18 JANUAR 1995. — Erlaß der Regierung über die Organisation eines experimentellen Teilzeitunterrichts im Rahmen des Regelsekundarschulwesens während des Schuljahres 1994-1995

[S - C - 33080]

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990, vom 18. Juli 1990 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund der durch den Königlichen Erlaß vom 30. April 1957 koordinierten Gesetze über den technischen Unterricht, insbesondere des Artikels 11;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Mai 1959 zur Abänderung gewisser Bestimmungen der Unterrichtsgesetzgebung, wie es abgeändert wurde;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juni 1964 zur Festlegung des Statuts des Personals des staatlichen Unterrichtswesens, wie es abgeändert wurde;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Juli 1971 über den allgemeinen Aufbau und die Organisation des Sekundarschulwesens, insbesondere des Artikels 4 § 2;

Aufgrund des Gesetzes vom 29. Juni 1983 über die Schulpflicht, wie es abgeändert wurde;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. Juli 1983 über das Erlernen der im Lohnverhältnis ausgeübten Arbeiterberufe, geändert durch den Königlichen Erlaß Nr. 482 vom 22. Dezember 1986;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 1957 zur Festlegung der allgemeinen Studienordnung im technischen Sekundarunterricht, wie er abgeändert wurde;

Aufgrund des Königlichen Rahmenerlasses vom 13. August 1962 über die psycho-medizinisch-sozialen Zentren, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. März 1975, 17. September 1976, 20. Februar 1979, 27. Juli 1979, 24. August 1981, 25. Juli 1983 und 2. September 1985 und 28. September 1988, durch die Erlasse Nr. 454 vom 29. August 1986, Nr. 467 vom 1. Oktober 1986, durch das Gesetz vom 1. August 1988 und durch die Dekrete vom 28. September 1988 und vom 25. Juni 1991;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarschulwesens, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 3. Juli 1985, vom 11. August 1986 und 1. Juni 1987 sowie den Erlaß der Exekutive vom 22. Juni 1989;